

## Le problème des salaires

Christian Chavagneux, *Alternatives économiques*, 18 décembre 2018

La France a un problème avec les salaires. En fait, non, elle a plutôt trois problèmes. On s'en rend compte dès que l'on projette le film de leur évolution.

Plan large : moins de salaires, plus de transferts

Les revenus des ménages sont constitués de leurs revenus « primaires », les salaires que leur verse l'employeur, et des transferts sociaux (allocations familiales, sécurité sociale, etc.). Un regard sur une longue période montre un grand changement dans la part respective de ces deux sources de revenus. Alors qu'au début des années 1960, les salaires représentaient 75 % des revenus, en 2017 leur part était tombée à 60 %.

Part des salaires et des transferts sociaux dans les revenus des ménages, en %



Source : Insee

Alors qu'au début des années 1960, les salaires représentaient 75 % des revenus, en 2017 leur part était tombée à 60 %

Une chute de 15 points représente un changement structurel énorme. Nombre de salariés auront le sentiment d'être maltraités, mal payés, par leur entreprise, même si la protection sociale s'est substituée aux revenus salariés pour les faire vivre. Si l'on rappelle que [60 % des prélèvements obligatoires sont payés par les ménages](#), ces derniers ont donc été de plus en plus amenés à « autofinancer » leurs revenus.

Plan serré : une perte de pouvoir d'achat

Si l'on passe maintenant au niveau de l'individu, l'Insee calcule l'évolution du pouvoir d'achat par Français, en tenant compte des revenus et du prix des dépenses de consommation. Si le niveau de ce pouvoir d'achat était à 100 en 2010, il était à 100,7 en 2017, soit 0,1 point par an, autant dire zéro.

Constater que sa situation n'a pas changé en sept ans peut nourrir une certaine colère.

Si le niveau de ce pouvoir d'achat était à 100 en 2010, il était à 100,7 en 2017

### Plan américain : des inégalités salariales

En s'appuyant sur les données du cabinet de conseil et d'analyse financière Proxinvest, on constate que si le salaire des patrons des 120 plus grosses entreprises françaises était à 100 en 2010, il se situait à 136 en 2017, soit 36 % de hausse. Les salaires des dirigeants et des cadres supérieurs ont peu connu la crise. Et sans même parler des 5,1 millions annuels moyens des patrons du CAC40 en 2017.

Mesurer la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises pour montrer que celle-ci progresse depuis 2009 ne dit rien sur qui profite de ces hausses

Au niveau macroéconomique, l'Insee nous dit que les 10 % les plus bas salaires gagnent moins de 1 200 euros nets pas moins, les 10 % les plus hauts plus de 3 600 euros, les 1 % 8 300 euros, un écart de 1 à 7. Mais on dispose de peu d'informations sur les inégalités salariales au sein des entreprises. Un amendement socialiste à la loi Pacte réclamait plus de communication sur le sujet de la part des entreprises mais la majorité ne l'a pas voté.

De ce point de vue, les données macroéconomiques présentent une limite importante. Montrer que le salaire réel par tête augmente plus vite en France que la productivité par tête ne dit pas qui profite des hausses de salaires. De même, se contenter de mesurer la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises pour montrer que celle-ci progresse depuis 2009 ne dit rien non plus sur qui tire bénéfice de ces augmentations.

La moyenne des salaires est supérieure de 25 % à la médiane, signe d'un petit nombre de très hauts salaires

Un indice conduit à penser que les hausses de salaires ne se font pas au bénéfice de tous : les données de l'Insee pour 2015, dernière année connue, révèlent que dans le secteur privé, le salaire moyen en équivalent temps plein est à 2 250 euros, soit un montant supérieur de 25 % au salaire médian (1 797 euros), celui qui sépare les salariés en deux (la moitié gagne moins, la moitié gagne plus). C'est le signe que la moyenne est tirée vers le haut par une partie de salaires très élevés.

Un rééquilibrage par un plafonnement des écarts de rémunérations aurait pour effet de soutenir les plus bas revenus sans accroître la masse salariale. Et permettrait de répondre au problème du pouvoir d'achat. Pour être mise en œuvre, une telle politique réclame de connaître la nature et les évolutions des inégalités au sein des entreprises. La question des salaires est donc bien posée en France.